

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : [soiretraite@gmail.com](mailto:soiretraite@gmail.com)

LA DIRECTION DES ŒUVRES SOCIALES DE SONATRACH CIBLÉE

# L'association Afaak des retraités de Skikda crie à la marginalisation

**Une association de retraités dénonce sa marginalisation : Afaak de Skikda appelle le PDG de Sonatrach à intervenir pour trouver une issue à cette situation préjudiciable aux retraités.**

L'association Afaak des travailleurs retraités de Sonatrach de la wilaya de Skikda, forte de 900 adhérents, a, dans un passé récent, souffert d'une marginalisation injustifiée et d'un comportement sectaire du chef région des œuvres sociales SH Skikda lors d'événements marquants concernant les retraités tels que :

- Commémoration du 24 Février
- Omra, hadj, cures thermales et camps de toile
- Collations.

Ce directeur a reçu des instructions écrites de la part du directeur central des œuvres sociales de Sonatrach pour collaborer, uniquement, avec les représentants de l'association des retraités de SH basée à Skikda par note DAS n°159/S.DOS/42 DAPS du 06/02/2015.

Notre association Afaak qui est une association de wilaya, agréée en date du 23/03/2014 sous le numéro 32, est plus représentative que le bureau de l'association qui bénéficie d'un traitement d'exclusivité contraire au principe de neutralité de l'administration de justice et d'équité.

En effet, ses représentants sont conviés à toutes les activités organisées par la Direction

des œuvres sociales lors de la Journée du retraité qui coïncide avec le 24 Février et se voient gratifiés de cadeaux (téléphones portables et autres en 2015) qu'ils distribuent à leurs adhérents et à ceux qui daignent rejoindre leur association, dans le but évident de porter atteinte à la crédibilité de notre association avec la complicité de la direction des œuvres sociales de SH pour nous affaiblir.

Ces cadeaux, normalement destinés à l'ensemble des retraités, font l'objet d'un marchandage et de tractations honteuses excluant de fait une majorité de retraités qui ne bénéficient pas de ces avantages octroyés, indûment, à des représentants dont le rôle n'est pas de gérer ces avantages matériels qui sont du ressort de la Direction des œuvres sociales qui se doit de veiller à la régularité et à l'équité de l'opération de distribution en sa qualité d'organe gestionnaire. Malgré ce procédé déloyal et inique, les retraités de SH continuent à témoigner confiance et attachement à notre association qui demeure, à ce jour, plus représentative que celle du bureau de Skikda.

Aussi, nous vous sollicitons. Monsieur le Président-Directeur



Photo : DR

teur général de Sonatrach, d'instruire le directeur des œuvres sociales de cesser de collaborer exclusivement avec le bureau régional et de faire participer toutes les associations représentatives des retraités et de les traiter équitablement conformément aux règles en vigueur.

Il est utile de vous rappeler. Monsieur le P-DG, que notre association a été reçue par le directeur central des affaires sociales en date du 06/11/2014 au siège de SH.

Lors de la réunion, nous avons clairement exprimé nos doléances et demandé à être

associés aux activités prévues pour les retraités.

Le DAS semblait convaincu du bien-fondé de notre requête, mais, contrairement à nos attentes, il a confirmé par fax du 06/02/2015 sa politique d'exclusion à l'égard de notre association en instruisant le directeur des œuvres sociales de Skikda de collaborer exclusivement avec les membres du bureau de l'Association nationale des retraités.

Monsieur le P-DG, vous avez la responsabilité hiérarchique et morale de mettre fin à cette politique discriminatoire et injuste pratiquée par le directeur central

des affaires sociales vis-à-vis de la représentation des retraités au niveau de la wilaya de Skikda, mais également des retraités non affiliés qui doivent bénéficier de tous les avantages, sans esprit partisan, ce qui n'est, malheureusement, pas le cas aujourd'hui compte tenu des pratiques instaurées par la Direction centrale des affaires sociales sans motif fondé et légal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le P-DG, l'expression de notre très haute considération.

**Le président de l'association Afaak des retraités de la wilaya de Skikda,**  
A. Lessak

## COURRIER DES LECTEURS

### Affaires similaires, jugements différents

**V**oilà maintenant plus de 4 années que j'ai sollicité votre journal pour m'aiguiller dans l'affaire des 2 cas d'Oran qui ont pu valider dans le décompte de leurs retraites proportionnelles les 2 années du service national par la justice, c'était dans l'édition du 13 novembre 2012.

Malheureusement, je viens d'être informé que mon affaire a été rejetée par le tribunal de Sétif. La justice s'est basée sur la réponse des commissions de recours régionale et nationale qui ont justifié le rejet de mon recours par l'article 8 de la loi 08/08 du 23 février 2008 qui régit le contentieux en matière de Sécurité sociale. «Art. 8 : la commission locale de recours préalable qualifiée est, sous peine d'irrecevabilité, saisie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par requête déposée au secrétariat de la commission contre un récépissé de dépôt dans un délai de

quinze (15) jours à compter de la date de réception de la notification de la décision contestée. Le recours doit être formulé par écrit et indiquer les griefs à l'encontre de la décision contestée.»

Voici ce que prévoit la loi 83-11 du 02 juillet 1983.

#### Dispositions préliminaires.

«Art 1<sup>er</sup>. - La présente loi a pour objet d'instituer un régime unique des assurances sociales.

Art. 2. - Les assurances sociales couvrent les risques suivants : maladie, maternité, invalidité, décès».

#### Titre I. Bénéficiaires.

«Art. 3. - Bénéficient des dispositions de la présente loi, tous les travailleurs, qu'ils soient salariés ou assimilés à des salariés, et assimilés à des salariés, et ce, quel que soit le secteur d'activité auquel ils appartiennent et le régime dont ils relevaient antérieurement à la date d'effet de la présente loi.»

Mes questions sont alors : pourquoi pour le contentieux en matière de retraite régie par la loi n°83/12 du 02 juillet 1983, il lui a été appliqué la loi de l'assurance sociale qui couvre seulement comme bien précisé dans son l'article n°2 uniquement la maladie, la maternité, l'invalidité, le décès, concernant les travailleurs actifs ?

Les assurances sociales couvrent donc les risques suivants : maladie,

maternité, invalidité, décès et non la retraite. Pourquoi les affaires similaires d'Oran n'ont pas été rejetées par la justice et ont été validées par la Cour suprême ? Est-ce que la justice ne prend pas en considération le jugement arrêté dans un autre tribunal pour affaire similaire ?

Que dois-je faire, Monsieur, pour poursuivre mon affaire en justice ? Avec tous mes remerciements.

A. Mahor Bacha

**RÉPONSE :** Au risque de décevoir ce lecteur, s'il s'avère que la justice à Oran a accordé la prise en compte des 2 années du service national pour des départs à la retraite avant l'âge de 60 ans (retraite proportionnelle ou retraite sans condition d'âge), eh bien ces décisions ne sont pas légales !

La loi relative à la retraite, complétée et amendée, est très claire à ce sujet : la période du service national n'est prise en compte pour le calcul de la pension de retraite que pour les départs à l'âge légal de 60 ans. Mais est-ce que ces jugements existent réellement ? Nous en doutons.

Si un lecteur a une copie de ces jugements, nous l'invitons à nous en faire parvenir une.